

Synthèse des avis et réponses apportées par la CLE suite à la plénière du 2/12/25

Entité consultée		Avis	Remarques	Propositions de réponses/ apports / modifications	Arbitrages / décisions de la CLE
Services de l'Etat et établissements publics	Préfecture de la Drôme – DDT 26 MISEN 26	Favorable Avec remarques	Présentation en séance le 4/09/25 L'avis favorable souligne l'ambition du projet de SAGE et le bon niveau de convergence entre les objectifs et les enjeux prioritaires de l'Etat (cf note d'enjeux). Une attention particulière est posée sur : - Le suivi et l'amélioration de la qualité des captages prioritaires - La gestion des canaux - Le suivi et l'évaluation du SAGE par des moyens réels sur l'observatoire - L'attente forte sur ZH non concernée par la règle 2 = moyens de plans de gestion (plaine du lac citée)	=> Points de vigilance et attention partagée, dépendant notamment de l'engagement attendu des différentes parties prenantes et des moyens alloués. (Besoin appui de l'Etat à la mise en œuvre et particulièrement concernant les réponses réglementaires).	Pas d'arbitrage attendu
	Comité de bassin	Favorable	Présentation en séance le 10/10/25 Extrait de l'avis favorable : SOULIGNE : - la qualité des travaux menés par la CLE pour la révision du SAGE et relève notamment l'important travail de concertation et de co-construction réalisé avec les acteurs du territoire ; - L'ambition forte du projet de SAGE avec l'adaptation au changement climatique (dont les trajectoires de sobriété à 2040 et 2050, et d'actions pour favoriser l'infiltration de l'eau) CONFIRME l'importance de poursuivre : - la mobilisation de la CLE et des parties prenantes concernées, - l'adaptation du développement urbain, des activités et pratiques consommatrices d'eau à la disponibilité de la ressource en eau dans le contexte du changement climatique ; - la préservation des zones humides, de l'espace de bon fonctionnement des cours d'eau, des ressources stratégiques pour l'eau potable ; - le développement de la gestion intégrée des eaux pluviales et la prise en compte des objectifs de qualité des cours d'eau dans l'adaptation des dispositifs d'assainissement collectif et la maîtrise du développement de l'urbanisation ; ENCOURAGE le maintien d'un fort niveau d'engagement politique de la CLE, ainsi que des moyens techniques et humains suffisants pour la mise en œuvre du futur SAGE		Pas d'arbitrage attendu
	MRAE/DREAL AURA	Favorable Avec remarques	Avis porté en date du 14/10/25 Cet avis porte sur la qualité de l'évaluation environnementale et sur la prise en compte de l'environnement par le projet de SAGE. Il vise à permettre d'améliorer sa conception, ainsi que l'information du public et sa participation à		Pas d'arbitrage attendu

			<p>l'élaboration des décisions qui s'y rapportent.</p> <p>L'analyse de l'évaluation environnementale montre que la démarche a bien intégré et mis en cohérence les différents documents de planification référents (SDAGE, PGRI...), justifié les enjeux et identifié les points de vigilance</p> <p><u>L'Autorité environnementale recommande :</u></p> <p>=> d'intégrer au dossier l'ensemble du bilan de la mise en œuvre du Sage de 2013 et des études conduites concernant l'évolution de la ressource en eau, de ses usages et des milieux associés.</p> <p>=> de présenter l'arbre de décisions qui a conduit à la définition de la feuille de route et aux choix retenus dans le cadre de la révision du Sage afin de rendre compte de son niveau d'ambition et de faisabilité par rapport à d'autres choix.</p> <p>=> de préciser l'origine des données contenues dans le suivi des effets du Sage, la périodicité retenue pour la réalisation du suivi ainsi que les valeurs initiales de référence et les valeurs cibles à atteindre.</p> <p>=> de présenter les moyens financiers et humains nécessaires à la réalisation des actions et les engagements pris par les partenaires.</p> <p>=> d'ajouter des objectifs chiffrés dans le Sage ; en termes de réduction des pressions de toutes origines, et de niveau d'état à atteindre afin de suivre, évaluer et éventuellement ajuster les différentes prescriptions adoptées.</p> <p>=> de renforcer significativement et systématiquement les mesures portant sur la sobriété et la sauvegarde de la ressource et leur allouer un caractère contraignant.</p> <p>=> d'être plus prescriptif sur les zones humides (règle 2) et sur la réduction des aléas inondations, en s'assurant durablement de ne pas augmenter les enjeux.</p>	<p>=> Le document de SAGE est déjà très conséquent et ne peut raisonnablement être alourdi. Les documents source sont cités dans le projet de SAGE et sont disponibles sur le site internet du SMRD ou à la demande.</p> <p>=> Le travail sur les moyens (humains, financiers), les indicateurs et modalités de suivis doit être précisé, en lien (cohérence et complémentarité) avec les réflexions et actions PTGE/Contrat eau et climat/PAPI. Un tableau de bord est envisagé à moyen terme pour constituer l'outil opérationnel de suivi, évaluation et aider au besoin de réajustement.</p> <p>=> Les objectifs fixés pour la qualité sont ceux posés par la définition du bon état écologique des masses d'eau Pour les actions opérationnelles, les objectifs sont fixés dans les différents programmes : PGSZH, PGEF, plan de gestion de cours d'eau ... PAPI, PTGE ...)</p> <p>=> Le projet de SAGE résulte d'une très large concertation et de nombreux arbitrages à la recherche de consensus. Le caractère plus prescriptif demandé par l'Autorité environnementale a déjà été arbitré par le territoire. Rappel : - Pour les zones humides un compromis a été négocié, pour éviter la non régression du SAGE, en valorisant le travail PGSZH et en ciblant 71 ZH à protéger strictement. - Pour les zones inondables, plus-value recherchée par rapport au PPRI et ses cartes d'aléas, en complétant les données (ressuyage des crues, ruissellement), en ciblant la réduction des aléas et de la vulnérabilité (Cf. D2A2 et 5B3).</p>	
	COGEPOMI	Favorable Avec remarques	<p>Séance du 9/10/25. Avis avec remarques émises (extrait ci-dessous) RAPPELLE :</p>		

			<p>- que le SAGE Drôme est un SAGE à enjeux poissons migrateurs amphihalins identifié par le PLAGEPOMI 2022-2027</p> <p>- la situation très préoccupante des poissons migrateurs amphihalins dans le bassin Rhône-Méditerranée, et INVITE à accélérer et renforcer les actions en faveur de ces espèces</p> <p>SOULIGNE :</p> <p>- l'ambition du projet de SAGE Drôme, intégrant des actions et secteurs prioritaires pour les espèces amphihalines du secteur, tout en souhaitant des objectifs spécifiques de préservation voire de reconquête des secteurs en zone d'actions prioritaires (ZAP) telles que définies par le PLAGEPOMI et en ciblant le traitement des trois ouvrages prioritaires ciblés.</p> <p>CONSTATE :</p> <p>- la nécessité de corriger et de compléter l'état des lieux relatifs aux 3 espèces amphihalines concernées</p> <p>- que malgré les efforts déjà réalisés pour réduire les impacts de l'irrigation avec notamment la connexion au Rhône d'une partie des réseaux, la basse Drôme subit encore des assecs qui rendent la survie des poissons migrateurs aléatoire dans ce secteur aval</p> <p>DEMANDE que :</p> <p>- les mesures d'économie d'eau notamment pour les usages domestiques en étiage soient renforcées</p> <p>- les débits réservés des ouvrages de prélèvement en rivière et dans les canaux soient strictement respectés sur l'ensemble du bassin.</p> <p>- des mesures de suivis spécifiques des espèces amphihalines par ADN environnemental méritent d'être envisagées.</p>	<p>=> Prise en compte des corrections demandées et reformulation des enjeux grands migrateurs et des objectifs du PLAGEPOMI dans l'état des lieux du SAGE</p> <p>=> L'objectif de traitement des 3 ouvrages prioritaires du PLAGEPOMI sur le secteur est intégré à la disposition 2A7 et les ZAP pour les trois espèces sont à ajouter à la carte dédiée.</p> <p>=> la demande de suivi des espèces amphihalines par ADN environnemental, nécessite que soit définie qui peut en porter la maîtrise d'ouvrage (MO- rôle OFB et fédération de pêche à interroger)</p>	<p>Arbitrage proposé : mentionner l'action d'ADN environnemental si la MO est clarifiée.</p>
Chambres consulaires	Chambre d'agriculture 26 (CA 26)	Défavorable	<p><u>Enjeu 1 :</u></p> <p>- D1A6 (foncier) : opposition à toute forme d'acquisition foncière en respect de la propriété privée et à la liberté professionnelle des exploitations.</p> <p>=> Souhait de privilégier des outils contractuels. Des reformulations et suppressions de texte sont proposées/demandées dans l'avis.</p> <p><u>Enjeu 2 :</u></p> <p>Dans l'espace fonctionnel (EF), des parcelles privées naturelles sont ciblées comme emprise d'intérêt général avec un objectif de protection stricte et une perspective d'acquisition.</p> <p>=> La Chambre souhaite connaître la nature des parcelles concernées pour se prononcer.</p> <p>- D2A1 et 2A2 (préservation EF Drôme) : La CA 26 juge la contrainte d'inconstructibilité excessive et</p>	<p>- D1A6 pose l'objectif d'un travail concerté pour établir les zonages d'importance puis envisager les outils de maîtrise foncière les plus adaptés. La rédaction ne mentionne pas d'acquisition systématique et ce n'est pas l'intention recherchée, mais bien l'idée d'une recherche de conventionnement, basé sur du volontariat.</p> <p>Il n'y a pas d'enjeux agricoles / espaces cultivés dans l'EF actuellement défini. Dans le cadre du travail du PGEF, les usages socio-économiques ont été identifiés, discutés et exclus pour être fléchés dans une enveloppe de 11 ha de surfaces à intégrer prioritairement à termes. La CA a validé ce principe et le PGEF en 2019 (Cf. avis 14/05/19).</p> <p>- La déclinaison du SAGE s'appuie sur la stratégie validée dans le cadre du PGEF. La D2A1 demande aux</p>	<p>Arbitrage proposé et validé : reprendre la reformulation proposée par la Chambre « privilégier les conventions de gestion, ou autres outils contractuels de maîtrise foncière ; le recours à l'acquisition foncière de terrains agricoles étant à envisager que lorsque les objectifs n'ont pu être atteints »</p>

			<p>impactante pour les exploitations agricoles. Demande d'assouplissements rédactionnels et exception pour les bâtiments d'exploitation agricole.</p> <p>Concernant l'acceptation du phénomène d'érosion latérale au sein de l'espace de mobilité défini, la CA 26 souhaite que soient détaillés, localisés et quantifiés les impacts possibles sur les terres agricoles.</p> <p>- D2A10 (préservation des zones humides) : La CA 26 juge trop restrictive la préconisation d'une inconstructibilité pour les exploitations agricoles et demande un assouplissement de rédaction.</p> <p>- D2A12 : souhait de précision sur la portée concrète des actions de préservation et de restauration des zones humides et d'acter un principe de maintien des activités agricoles</p> <p><u>Enjeu 3 :</u></p> <p>- D3A2 (flux maximum admissible des milieux en azote et phosphore pour limiter les phénomènes d'eutrophisation) : interrogation sur la teneur des actions envisagées et réserve préventive posée.</p> <p>- D3B1 (zones de sauvegarde) : la CA 26 note une préconisation d'inconstructibilité potentiellement excessive et demande une exception pour les</p>	<p>documents d'urbanisme d'intégrer l'enjeu de protection de cet espace fonctionnel, visant notamment à réduire les risques. Cette protection pourra notamment s'appuyer sur des affectations des sols suffisamment protectrices, dont l'exemple d'inconstructibilité est cité, mais bien laissé au choix des collectivités en accord avec la règle 2.</p> <p>La D2A2 pose quant à elle le principe de chercher à éviter l'installation de nouveaux enjeux incompatibles avec la mobilité de la rivière. C'est une disposition de gestion (donc pas de portée restrictive) qui invite pour tout projet d'aménagement d'en discuter et de s'appuyer sur la CLE. Même principe pour la D2A1 hors IOTA</p> <p>L'EF actuellement défini inclut un espace de mobilité à moyen terme. Comme indiqué, les enjeux agricoles ont été exclus de cet EF. Rappel : le sens et la portée des propositions sont écrits dans le PGEF validé en 2019 par la CA 26.</p> <p>- D2A10 fixe la préservation des zones humides par les documents d'urbanisme. Le classement en inconstructibilité est un exemple parmi tout un panel possible proposé ; le SAGE ne peut imposer et laisse donc libre arbitre aux collectivités compétentes.</p> <p>- D2A12 n'est pas une règle, mais une disposition d'action/gestion (sans portée restrictive donc). Elle est issue du PGSZH établi en concertation avec le monde agricole, avec des fiches actions détaillées. Extrait D2A12 : « <i>L'identification des actions de restauration se fera en concertation avec les acteurs concernés (propriétaires, exploitants)</i> <i>Ce travail est mené en étroite collaboration avec la Chambre d'agriculture de la Drôme</i> »</p> <p>- D3A2 pose le besoin d'une étude flux maximum admissible pour la Gervanne et l'aval Drôme classées sensibles à l'eutrophisation. Cette étude portera sur la recherche d'une réduction des flux de nutriments et sera réalisée en concertation avec les acteurs concernés. On ne peut à ce stade préjuger de la teneur des actions à envisager (qui justement restent à définir en concertation).</p> <p>- D3B1 : La notion d'inconstructibilité n'apparaît pas. Même réponse que pour les remarques sur D2A10</p> <p>- D3B3 : Action envisagée par le PGRS et intention de</p>	<p>Arbitrage discuté et validé : maintien de la rédaction du SAGE en l'état ; la protection de l'EF avec l'objectif de ne pas rajouter de nouveaux enjeux, résultant d'un long travail de concertation, validé par la CA 26 en 2019.</p> <p>Arbitrage discuté et validé : maintien de la rédaction du SAGE en l'état, sa rédaction n'imposant pas mais laissant libre le choix aux porteurs des documents d'urbanisme des actions à mettre en place pour atteindre l'objectif.</p> <p>Arbitrage discuté et validé : maintien de la rédaction du SAGE en l'état, sa rédaction intégrant d'ores et déjà la nécessité de faire en concertation avec l'ensemble des acteurs et notamment agricoles.</p> <p>Arbitrage discuté et validé : maintien de la rédaction du SAGE en l'état, la teneur des actions à conduire dépendant justement des études à lancer.</p> <p>Arbitrage discuté et validé : - maintien de la rédaction du SAGE en l'état car n'imposant pas de mesure d'inconstructibilité ou droit de préemption mais laissant libre le choix aux porteurs des documents d'urbanisme des actions</p>
--	--	--	--	---	---

			<p>bâtiments nécessaires à l'exploitation agricole.</p> <ul style="list-style-type: none"> - D3B3 : interrogation et réserve préventive sur le sens et la portée de la mesure visant à « Rédiger une stratégie, voire une charte permettant de garantir la préservation des ZS - opposition à l'instauration systématique du droit de préemption urbain dans les périmètres de protection rapprochée des captages <p><u>Enjeu 4 :</u></p> <p>Opposition à toutes les dispositions du SAGE (4B.2, 4D.2 et 4E.1, §5) visant à conditionner l'attribution volumétrique à la mise en œuvre de pratiques agricoles très spécifiques. La CA 26 relève un risque juridique fort d'un détournement de pouvoir de l'action de l'OUGC et demande d'exclure toute référence aux règles de répartition volumétrique relevant de la compétence de l'OUGC.</p> <p>- D4A3 (sobriété agricole) : « <i>La chambre d'agriculture de la Drôme recommande une approche plus diversifiée, visant l'amélioration des pratiques et le renouvellement du parc matériel en fonction de la situation spécifique de chaque exploitation. Une généralisation des prescriptions ne paraît pas appropriée dans ce contexte</i> ».</p> <p>Aussi, en lien avec la D4D2, la CA 26 souligne qu'il n'est pas envisageable de conditionner l'accès à l'irrigation à un type de culture, une technique ou un itinéraire technique particulier.</p> <p>- D4B1 (atteinte VMP) : la CA 26 juge que le respect fixé du volume prélevable dans les autorisations de prélèvement d'ici 2030 ne peut être considéré par l'agriculture sans condition de réalisation de projets structurants de stockage. Elle demande que cette conditionnalité soit clairement écrite dans le SAGE</p> <p>- D4C1 (stockage) : la chambre demande à ce que</p>	<p>faire en concertation (des analyses qualité menées sur les ZSNEA en 2019-2020 montrent un problème herbicide sur les secteurs Roures et Freydières).</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le droit de préemption urbain est mentionné comme une possibilité et pour les parcelles vulnérables sur le périmètre de protection rapproché des captages d'eau public. <p>L'étude SAGE Drôme 2050 démontre les risques liés à la baisse de la ressource alors que les besoins devraient augmenter. Suite aux contributions des acteurs, le projet de SAGE propose le principe d'un nouveau partage de l'eau. Hormis la règle d'encadrement des volumes prélevables, le projet de SAGE ne souhaite pas imposer mais bien accompagner les nécessaires changements pour assurer une moindre dépendance et vulnérabilité à l'eau ; ceci en concertation (s'interroger et évoluer ensemble), en s'appuyant sur les domaines de compétences de chacun. Les 3 dispositions visées par l'avis CA n'ont pas de portée réglementaire (action et gestion) Ce travail partenarial souhaité par le SAGE est à envisager en lien avec le PTGE qui reste à écrire.</p> <p>- D4A3 est une disposition d'action visant à promouvoir et à accompagner toutes solutions favorables à la sobriété. Ok sur remarques chambre de préciser en fonction de la situation spécifique de chaque exploitation.</p> <p>Concernant la D4D2 évoquée, le SAGE n'impose pas en l'occurrence; il invite collectivement à envisager la possibilité de faire évoluer les pratiques d'attributions des volumes de manière plus qualitative. => L'OUGC peut apparaître plus clairement comme interlocuteur incontournable selon sa compétence réglementaire qui n'est aucunement remise en cause et sans volonté de détournement de son pouvoir.</p> <p>- D4B1. Le SAGE met en avant les efforts agricoles et appuie la solution de stockage dans une optique d'adaptation au changement climatique selon la séquence sobriété/résilience/partage/stockage. Le VMP agricole étant atteint, il n'apparaît donc pas utile de conditionner l'objectif 2030 à la réalisation de stockage. Les autorisations de prélèvements agricoles reviennent à l'instruction des services de l'Etat dans le cadre de la DAUP.</p> <p>- D4C1. Il s'agit d'une demande exprimée par les</p>	<p>adéquates à mettre en place pour atteindre l'objectif.</p> <ul style="list-style-type: none"> - rajout du conventionnement d'usages comme un des outils possibles pour les ZSE. <p>Proposition de maintien de la rédaction du SAGE en l'état car pas de portée réglementaire des 3 dispositions ciblées par la chambre.</p> <p>Arbitrage discuté <u>mais non encore validé</u> (la CA 26 restant opposé à l'écriture actuelle du projet de SAGE sur ces points).</p> <p>Arbitrage proposé et validé : reformulation du § 3 intégrant l'idée de mettre en place tout système d'irrigation et de pilotage « <i>adaptés aux facteurs agronomiques et socio-économiques propres à chaque cas</i> ».</p> <p>Arbitrage discuté <u>mais partiellement validé</u> : - maintien de la rédaction du SAGE en l'état car pas de portée réglementaire des dispositions ciblées => non validé par la CA 26 - ajout du rôle incontournable de l'OUGC dans la concertation en lien avec le territoire => validé.</p> <p>Arbitrage discuté : « maintien de la rédaction du SAGE en l'état car VMP agricole atteint et révision des autorisations pas du ressort du SAGE », mais <u>non validé en séance par la CA 26</u>.</p>
--	--	--	--	---	--

			<p>soit précisée la contribution aux objectifs fixés dans le stratégies agricoles et alimentaires territoriales. La CA mentionne « <i>Enfin, la disposition se concentre exclusivement sur les projets de substitution, tandis que les projets de création de stockage comme alternative au prélèvement en étiage pour de nouvelles surfaces ne sont pas mentionnés dans le projet du SAGE. Cette omission pénalise le développement de nouveaux projets agricoles.</i> »</p> <p>- Règle 5 : sur la demande d'une mise en place de compteurs/ moyens de mesures, il est jugé une exigence disproportionnée et donc une contrainte technique et financière. La Chambre indique qu'un compteur unique est suffisant pour une visibilité fiable des volumes réellement utilisés.</p> <p><u>Enjeu 5 :</u></p> <p>- D5B2 (ruissellements) : en lien avec les dispositions 1A6 (foncier) et 4D2 (infiltration), la chambre réitère :</p> <p>- le besoin d'un conventionnement volontaire et considère la mention « maîtrise foncière » comme inappropriée et devant être supprimée.</p> <p>- son opposition stricte sur l'opportunité de conditionner l'accès à l'eau d'irrigation supplémentaire au fait d'engagement sur des solutions fondées sur la nature (SFN).</p>	<p>acteurs dans le cadre de SAGE Drôme 2050, dans l'intention de valoriser les liens d'une agriculture locale et nourricière avec les objectifs politiques du territoire fixés dans les PAT.</p> <p>=>Le SAGE pose le cadre des intentions, cela doit être discuté et précisé en lien avec l'écriture du PTGE</p> <p>La D4C1 ne se concentre pas exclusivement sur des retenues de substitution mais indique [extrait : « <i>privilégier ces projets dans une logique de transition vers plus de sobriété (stabilisation voire baisse des volumes prélevés annuellement)</i> »]</p> <p>- Règle 5 : Il est rappelé que [extrait « <i>selon l'article L. 214-8 I du code de l'environnement, les installations (...) doivent être pourvues des moyens de mesure ou d'évaluation appropriés.</i></p> <p><i>Dans ce cadre, les moyens de mesure et d'évaluation des ouvrages de stockage doivent permettre d'évaluer à la fois :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - le volume d'eau entrant ; - le volume d'eau stocké dans la retenue ; - les volumes exploités à partir de celle-ci »]. <p>=> La règle n'impose donc pas le dispositif adéquat mais précise le besoin de suivi/connaissance.</p> <p>- D5B2 est une disposition de gestion et d'actions. Elle rappelle bien que la mise en place de solutions fondées sur la nature pour améliorer la gestion des ruissellements nécessite [extrait : « <i>volontariat des propriétaires/exploitants, maîtrise foncière et accompagnement technique et financier (mécanisme d'aides voire de compensations financières, type PSE, pour les agriculteurs volontaires en cas de perte de rendement</i> »]</p> <p>Sur le 2^{ème} point, voir réponse sur la D4D2.</p>	<p>Arbitrage discuté et validé : maintien de la rédaction du SAGE ; les modalités de mise en œuvre devront être précisées dans le cadre du PTGE.</p> <p>Arbitrage discuté et validé : maintien de la rédaction du SAGE en l'état car il est attendu des moyens de mesure / évaluations appropriés.</p> <p>Arbitrage discuté <u>mais partiellement validé</u> : maintien de la rédaction du SAGE en l'état car notion de conventionnement volontaire bien posée et pas de portée réglementaire des dispositions ciblées.</p> <p>2^{ème} point non validé par la CA26 (réf D4D2 et conditionnement possible de l'accès à l'eau selon engagement sur des SFN).</p>
	Chambre de commerce et d'industrie 26	Pas d'avis exprimé			
	Chambre des métiers et de l'artisanat 26	Pas d'avis exprimé			
Conseil régional et départemental	Conseil régional AURA	Pas d'avis exprimé			
	Conseil départemental 26	Favorable	Séance du 13/10/25		
Communes	ALLEX	Favorable	Séance du 06/10/25		
	ARNAYON	Pas d'avis exprimé			
	AUBENASSON	Pas d'avis exprimé			
	AUCELON	Pas d'avis exprimé			
	AUREL	Pas d'avis exprimé			
	AUTICHAMP	Favorable	Séance du 10/10/25		
	AOUSTE/SYE	Favorable	Séance du 3/11/25		
	BARNAVE	Pas d'avis exprimé			
	BARSAC	Pas d'avis exprimé			

BEAUMONT-EN-DIOIS	Favorable Avec réserve	Séance du 3/11/25 Avis favorable sous réserves de la prise en compte : - des constats d'exhaussement du lit de la Drôme, - du rôle important des pièges à gravier qu'il convient de pérenniser - que soit envisagé un recalibrage du lit de la Drôme entre les Tours et le pont des propriétaires	=> Le projet de SAGE note dans son état des lieux [extrait : « l'exception sédimentaire de la plaine du lac en termes de fonctionnement (effondrement du Claps), celle-ci doit être gérée, afin de ne pas s'engraver (gestion pièges à gravier en amont) »]. La D2A6 traite de la gestion morphologique plus globalement et un plan de gestion est envisagé avec l'ASA de la plaine du lac pour trouver, en concertation, les solutions adaptées.	Arbitrage discuté et validé : maintien de la rédaction du SAGE en l'état.
BEAUFORT SUR GERVANNE	Favorable	Présentation en séance le 10/11/25		
BEAURIERES	Pas d'avis exprimé			
BOULC	Pas d'avis exprimé			
BRETTE	Pas d'avis exprimé			
CHABRILLAN	Favorable	Séance du 21/10/25		
CHAMALOC	Pas d'avis exprimé			
CHALANCON	Pas d'avis exprimé			
CHARENS	Pas d'avis exprimé			
CHASTEL-ARNAUD	Pas d'avis exprimé			
CHATILLON-EN-DIOIS	Pas d'avis exprimé			
COBONNE	Favorable	Pas de délibération / confirmation par mail avis favorable		
CREST	Favorable	Séance du 3/11/25		
DIE	Favorable	Séance du 4/11/25		
DIVAJEU	Pas d'avis exprimé			
ESPEL	Favorable	Séance du 31/10/25		
EURRE	Réservé	Séance du 13/10/25 Demande à ce que les réclamations des agriculteurs soient examinées avec plus d'attention	Les demandes des représentants du monde agricole ont pu être discutées et intégrées tout au long de la révision car membres de la CLE (5 sièges à la CLE et 3 au bureau) et acteurs mobilisés tout au long des ateliers de concertation conduits.	Pas d'arbitrage attendu
EYGLUY-ESCOULIN	Favorable	Séance du 23/09/25		
GIGORS-ET-LOZERON	Pas d'avis exprimé			
GLANDAGE	Pas d'avis exprimé			
GRANE	Favorable Avec remarque	Séance du 20/10/25 Demande une vigilance accrue à porter sur la question des forages privés, pas toujours effectués dans la conformité et pouvant causer des pollutions	La Disposition 4E2 et la règle 3 souhaitent cadrer et suivre au mieux la question des forages privés et leurs potentiels impacts qualité et quantité sur la ressource en eau.	Pas d'arbitrage attendu
GUMIANE	Pas d'avis exprimé			
JONCHERES	Pas d'avis exprimé			
LA BATIE DES FONDS	Favorable	Séance du 4/10/25		
LA CHAUDIERE	Favorable	Séance du 8/08/25		
LA ROCHE-SUR-GRANE	Pas d'avis exprimé			
LA REPERA-AURIPLES	Pas d'avis exprimé			
LAVAL-D'AIX	Pas d'avis exprimé			
LE CHAFFAL	Pas d'avis exprimé			
LESCHEES-EN-DIOIS	Pas d'avis exprimé			
LES PRES	Pas d'avis exprimé			
LEONCEL	Pas d'avis exprimé			
LIVRON/DROME	Favorable	Pas de délibération / confirmation par mail avis favorable		


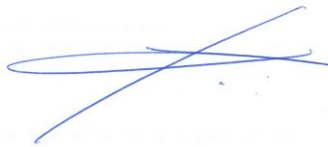
LORIOLE-SUR-DRÔME	Favorable	Présentation en séance le 3/11/25		
LUC-EN-DIOIS	Favorable Avec remarque	Présentation en séance le 6/11/25 La délibération pointe l'importance des pièges à graviers, qu'il convient de pérenniser, le problème d'exhaussement aval malgré les interventions de curage de l'ASA	=> Cf voir réponse proposée pour Beaumont en Diois qui pointe la même remarque dans sa délibération.	
MARIGNAC-EN-DIOIS	Pas d'avis exprimé			
MENGLON	Pas d'avis exprimé			
MISCON	Favorable Avec remarque	Séance du 23/10/2025 – S'interroge sur les mesures qui pourraient être mises en place pour l'appliquer. Elles peuvent manquer de précision et mettre en difficulté des projets agricoles (maraîchère) en rapport avec l'accès à l'eau par la création de forage	=> Le SAGE pose les cadres et intentions visant notamment à un meilleur partage et accès à l'eau pour des projets agricoles en lien avec les objectifs des PAT. Selon certains sujets et leur maturité, des précisions seront apportées dans les cadres plus opérationnels comme le PTGE en cours d'écriture.	
MIRABEL-ET-BLACONS	Favorable	Présentation en séance le 5/11/25		
MONTCLAR-SUR-GERVANNE	Pas d'avis exprimé			
MONTLAUR-EN-DIOIS	Pas d'avis exprimé			
MONTMAUR-EN-DIOIS	Pas d'avis exprimé			
VACHERES-EN-QUINT	Pas d'avis exprimé			
OMBLEZE	Pas d'avis exprimé			
PLAN-DE-BAIX	Pas d'avis exprimé			
PENNES-LE-SEC	Pas d'avis exprimé			
PIEGROS-LA-CLASTRE	Favorable	Séance du 16/10/25		
PONET-ET-SAINT-AUBAN	Pas d'avis exprimé			
PONTAIX	Pas d'avis exprimé			
POYOLS	Favorable Avec remarques	Séance du 27/10/25 La délibération : - souligne l'importance des orientations qui permettront une meilleure régulation des effets de l'érosion, notamment sur le cours de la Béoux, dans un objectif de protection du village. - informe de l'étude sur les ravines de Clamontard, dont les premières conclusions mettent en évidence l'importance de reclassement des épis construits en amont du village parmi les ouvrages de protection, afin de mieux prendre en compte leur rôle structurant dans la régulation des écoulements et la limitation de l'érosion.	=> Le SAGE pose les cadres et intentions d'une gestion nécessaire des risques liés à l'eau et aux ruissellements. Dans ce cas particulier, le SMRD qui a compétence GEMAPI est au coté de la commune de Poyols pour accompagner l'étude et trouver les solutions les plus adaptées	Pas d'arbitrage attendu
PRADELLE	Pas d'avis exprimé			
RECOUBEAU-JANSAC	Favorable	Séance du 19/09/25		
RIMON-ET-SAVEL	Pas d'avis exprimé			
ROCHEFOURCHAT	Pas d'avis exprimé			
ROMEYER	Pas d'avis exprimé			
SAILLANS/VERONNE	Favorable	Intervention en séance le 2/10/25		
SAINT BENOIT-EN-DIOIS	Pas d'avis exprimé			
SAINT ANDEOL	Favorable	Séance du 08/11/2025		
SAINTE CROIX	Pas d'avis exprimé			
SAINT NAZAIRE LE	Pas d'avis exprimé			

	DESERT				
	SAINT JULIEN EN QUINT	Pas d'avis exprimé			
	SAINT ROMAN	Pas d'avis exprimé			
	SAINT SAUVEUR-EN-DIOIS	Pas d'avis exprimé			
	SAOU	Favorable	Séance du 6/10/2025		
	SOLAURE EN DIOIS	Pas d'avis exprimé			
	SUZE SUR CREST	Favorable	Séance le 10/09/25		
	TRESCHEU-CREYERS	Pas d'avis exprimé			
	VALDRÔME	Favorable	Présentation en séance le 24/10/25		
	VAL-MARAVEL	Favorable	Présentation en séance le 23 juillet 25		
	VAUNAVEYS-LA-ROCHETTE	Pas d'avis exprimé			
	VERCHENY	Favorable	Présentation en séance le 09/09/25		
	VOLVENT	Pas d'avis exprimé			
Groupements de collectivités	PNR Vercors	Favorable	Séance du 15/10/25		
	SMRD	Favorable	Présentation en séance le 22/10/25		
	Communauté de Communes du Diois	Favorable	Présentation en séance le 6/11/25		
	Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans	Favorable	Présentation en séance le 23/10/25		
	Communauté de Communes du Val de Drôme	Favorable Avec réserves	Présentation en séance le 14/10/25 4 réserves ont été exprimées : - D 3A4/3B3/3C1/3C2 : Renforcement des contrôles d'ANC dans les secteurs sensibles sous réserve de financements publics. Demande de création d'un fonds de financements) - D 4C1 : alimentation des projets de stockage : demande de suppression du terme « hivernales » et de préciser une alimentation par des eaux superficielles hors période de basses eaux. - D4B3 : Demande de suppression de la notion de temporalisation de l'urbanisation en fonction de la disponibilité des ressources Il n'est pas souhaité d'adaptation des zonages et règlements car la temporalisation se fait naturellement. - D 2A11 : Demande d'ajout « en priorité dans le même bassin versant, si possible » pour la compensation de zones humides. Et 4 observations : - Dans l'objectif de réduire la vulnérabilité du territoire face au changement climatique, le SAGE devra être actualisé tout au long de sa mise en œuvre.	- La condition de financements à la hauteur est valable pour toutes les actions jugées nécessaires et inscrites au projet de SAGE => Cette condition « Sous réserve de financements » (au sens large, publics et privés) peut être précisée dans le chapitre 7.3 « les moyens financiers » (p 248) du projet de SAGE. - Ok pour reformulation telle que proposée - Le projet de SAGE demande [extrait : « de garantir l'adéquation besoins-ressources sur le long terme ; par exemple, préciser les modalités et temporalité d'urbanisation envisagées... »]. - 2A11 : Ok pour ajout - Le projet de SAGE prévoit bien, en concertation avec les différents acteurs, un suivi des évolutions à travers différents indicateurs, via l'observatoire (selon données renseignées) et des possibilités de réajustement en	Arbitrage proposé et validé : rajout de la mention « sous réserve de financement publics » dans la partie dédiée aux « moyens financiers ». Arbitrage proposé et validé : suppression du terme « hivernales » et remplacement par « une alimentation par des eaux superficielles hors période de basses eaux ». Arbitrage discuté et validé : suppression de l'exemple cité Arbitrage proposé et validé : ajout à la compensation visée « en priorité dans le même bassin versant, si possible ».

			<ul style="list-style-type: none"> - La CCVD souhaite que le SMRD soit partenaire du projet de jumeau numérique de la Drôme. - Vigilance à un tourisme 4 saisons qui pourrait décaler les besoins sans pour autant diminuer ceux d'été. - Souhait que les maitrises d'ouvrage des différentes dispositions soient définies en fonction des compétences des acteurs concernés. 	fonction <ul style="list-style-type: none"> - Pas du ressort du SAGE. Le SMRD est aujourd'hui associé à l'émergence du projet. - L'objectif du SAGE est bien de réfléchir collectivement aux solutions visant à soulager la pression touristique l'été. Vigilance actée. - C'est normalement le cas dans les maitrises d'ouvrages identifiées qui seront précisées dans les programmes opérationnels 	
	Syndicat intercommunal des Eaux Sud Valentinois	Favorable	Mail du 6/11/2025 « Pas de remarque donc favorable »		
	Syndicat intercommunal des eaux Drôme Gervanne	Pas d'avis exprimé			
	Syndicat intercommunal des Eaux Drôme-Rhône	Pas d'avis exprimé			
	Syndicat intercommunal des Eaux Vallée de Quint	Pas d'avis exprimé			
	Syndicat Intercommunal pour la Gestion Mutualisée De L'assainissement	Pas d'avis exprimé			
	Syndicat Assainissement Allex-Grâne	Pas d'avis exprimé			
	Syndicat Mixte du Bassin versant de la Véore	Pas d'avis exprimé			
	Syndicat Mixte du Bassin du Roubion et du Jabron	Pas d'avis exprimé			
	Syndicat mixte du SCOT Vallée aval Drôme	Favorable	Séance du 2/10/25 Souhait renforcement d'un travail commun		
	Syndicat d'irrigation Dromois	Réservé	Séance du 14/10/25 Des propositions de reformulations de certains paragraphes du projet de SAGE sont faites (corrections, compléments/précisions) par le SID. Plus principalement, l'avis porte sur : 1 – Projets de retenues de stockage : souhait du SID de critères adaptés et proportionnés pour les obligations d'encadrement des projets de stockages - Souhait d'assouplissements de la période réglementaire de remplissage / adaptation aux épisodes pluvio-orageux	=> Prise en compte des corrections demandées et reformulations proposées dans l'état des lieux du SAGE 1 – Les mesures de suivi sont indispensables pour connaître et mieux gérer/ partager la ressource. => voir réponse proposée à l'avis Chambre sur le même sujet (D4C1 et R5) – La période contrainte et de VMP sont définis selon une méthode d'analyse des moyennes de débits, donc tenant compte des pics de crues même en été.	Pas d'arbitrage attendu Arbitrage discuté et validé : maintien de la

			<p>2 - – Indicateurs de performance : recours à un indicateur uniforme ratio m3/ha (Cf D4A3) considéré par le SID comme non adapté et à revoir. Proposition plutôt d'une approche dynamique, fondée sur l'évolution des pratiques</p> <p>3 – Accompagnement : Le SID juge le projet de SAGE trop contraignant et risquant ainsi de bloquer plutôt que de faciliter des projets de stockages. => demande du SID de moins de contraintes et plus d'accompagnement, notamment financier pour faire contribuer les bénéficiaires indirects. « <i>Toutes restrictions excessives risque d'entraîner une perte de compétitivité, un recul de certaines filières stratégiques et à terme une fragilisation du tissu agricole et rural</i> »</p>	<p>=> Cette période contrainte est calée réglementairement et n'est pas du ressort du SAGE</p> <p>2 – Apparaît pertinent de préciser cette notion de ratio selon cultures et conditions pédoclimatiques + suivi de l'évolution des pratiques (principe grille analyse de la D4C1 et observatoire D1B1)</p> <p>3 – Les critères posés par le SAGE sont issus des demandes des acteurs, dans le besoin d'inscrire dans une logique de territoire et de transition les projets de stockages avec la nécessité d'engagement de tous sur la sobriété et la résilience. Ces critères, gages d'une partie de l'acceptation sociale des projets, restent à préciser dans la concertation. Pas de portée restrictive des dispositions concernées. => La volonté est bien d'accompagner pour nous assurer collectivement de projets compatibles avec les besoins d'adaptation et les attentes du territoire.</p>	<p>rédaction du SAGE en l'état, la période contrainte relevant de la réglementation nationale.</p> <p>Arbitrage discuté et validé : ajouts/précisions à apporter à la rédaction du projet de SAGE (D4A3, D4C1 et D1B1).</p> <p>Arbitrage discuté et validé : maintien de la rédaction du SAGE en l'état, les dispositions du SAGE n'ayant pas de portée réglementaire sur ce volet mais visant au contraire un meilleur accompagnement avec des critères et des moyens qui restent à travailler collectivement.</p>
--	--	--	---	--	---

Annexe 1

<div>  </div> <p>Mesdames, Messieurs, les Maires, du périmètre du SAGE</p> <p>Voir liste des destinataires jointe</p> <p>Dossier suivi par : C. PROUST, c.proust@smrd.org</p> <p>Objet : Avis consultatif sur le projet de nouveau SAGE Drôme</p> <p>Saillans, le 11 juillet 2025</p> <p>Madame, Monsieur le Maire,</p> <p>Le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) planifie la gestion de l'eau à échelle du bassin de la Drôme en fixant notamment les objectifs et les moyens d'amélioration.</p> <p>Cet outil commun, à la fois cadre et guide de notre gestion de l'eau et des milieux aquatiques a fait l'objet d'un long travail de concertation permettant sa révision complète afin de répondre aux attentes et besoins du territoire.</p> <p>Le 8 juillet 2025, la Commission Locale de l'Eau (CLE) a adopté le projet de SAGE révisé, sur lequel nous souhaitons recueillir l'avis de votre assemblée dans un délai de 4 mois.</p> <p>Pour ce faire, vous trouverez l'ensemble des documents du nouveau SAGE Drôme, téléchargeable via le lien ci-dessous :</p> <p>https://www.riviere-drôme.fr/index.php?cID=476</p> <p>Cédric Proust et moi-même - ainsi que les membres de la CLE en tant que relai d'information privilégié - restons à votre disposition pour vous rencontrer ou intervenir, si vous le souhaitez, lors d'un conseil délibérant de votre assemblée.</p> <p>Vous remerciant par avance de toute l'attention que vous porterez à ce travail et de votre avis constructif que vous nous ferez parvenir par délibération dans ce délai des 4 mois, je vous prie de croire, Madame, Monsieur le Maire, à l'assurance de mes salutations distinguées.</p> <p>Le Président de la CLE, Pierre LESPETS</p> 	<p> ALLEX ARNAYON AUBENASSON AUCELON AUREL AUTICHAMP AOUSTE/SYE BARNAVE BARSAC BEAUMONT-EN-DIOIS BEAUFORT SUR GERVANNE BEAURIERES BOULC BRETTE CHABRILLAN CHAMALOC CHALANCON CHARENS CHASTEL-ARNAUD CHATILLON-EN-DIOIS COBONNE CREST DIE DIVAJEU ESPENEL EURRE EYGLUY-ESCOULIN GIGORS-ET-LOZERON GLANDAGE GRANE GUMIANE JONCHERES LA BATIE DES FONDS LA CHAUDIERE LA ROCHE-SUR-GRANE LAVAL-D'AIX LA REPERA-AURIPLES LE CHAFFAL LESCHE-EN-DIOIS LES PRES LEONCEL LIVRON/DROME LORIOLE-SUR-DROME LUC-EN-DIOIS MARIGNAC-EN-DIOIS MENGLON MISCON MIRABEL-ET-BLACONS MONTCLAR-SUR-GERVANNE MONTLAUR-EN-DIOIS MONTMAUR-EN-DIOIS VACHERES-EN-QUINT OMBLEZE PLAN-DE-BAIX PENNES-LE-SEC </p>	<p> PIEGROS-LA-CLASTRE PONET-ET-SAINT-AUBAN PONTAIX POYOLS PRADELLE RECOUBEAU-JANSAC RIMON-ET-SAVEL ROCHEFOURCHAT ROMEYER SAILLANS/VERONNE SAINT ANDEOL SAINT BENOIT-EN-DIOIS SAINTE CROIX SAINT NAZAIRE LE DESERT SAINT JULIEN EN QUINT SAINT ROMAN SAINT SAUVEUR-EN-DIOIS SAOU SOLAURE EN DIOIS SUZE SUR CREST TRESCHENU-CREYERS VALDROME VAL-MARAVEL VAUNAVEYS-LA-ROCHETTE VERCHENY VOLVENT </p> <p> Région Rhône-Alpes Conseil Départemental Communauté de Commune du Val de Drôme Communauté de Commune du Crestois et du Pays de Saillans Communauté de Commune du Diois Syndicat intercommunal des Eaux Sud Valentinois Syndicat intercommunal des eaux Drôme Gervanne Syndicat intercommunal des Eaux Drôme-Rhône Syndicat intercommunal des Eaux Vallée de Quint Syndicat Intercommunal pour la Gestion Mutualisée De L'assainissement Syndicat Assainissement Alex-Grâne Syndicat Mixte du Bassin versant de la Véore Syndicat Mixte du Bassin du Roubion et du Jabron Syndicat Mixte d'Eygues Parc Naturel Régional du Vercors Syndicat d'irrigation Drômois Syndicats à Vocation Unique Dignes de Loriol Syndicat intercommunal Canal de la Bourne Schéma de Cohérence Territoriale Vallée aval Drôme Syndicat Mixte de la Rivière Drôme et ses affluents </p> <p> Chambre d'agriculture de la Drôme Chambre des Métiers et de l'Artisanat de la Drôme Chambre du commerce et de l'industrie de la Drôme </p> <p> Préfecture Agence de l'eau Rhône Méditerranée et Corse DREAL (MRAE, COGEPOMI) </p>
--	---	--